

Délibération n° 2017-02-23/14

Objet : Composition de la commission municipale Action Sociale – Délibération modificative suite à la démission de Mme Guilianelli

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
VILLE DE PEROLS
CONSEIL MUNICIPAL DU 23 FÉVRIER 2017**

L'an deux mille dix-sept, le vingt-trois février,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le dix-sept février, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

Présents : J.P Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz - F. Bertouy – X. Mirault - C. Pistre – J. Taverne
M. Pellet - J.M Malek - P. Nivresse - O. Boudet - C. Moreteau - B. Rodriguez - S. Riscal – F. Boyer - J.M
Leiendeckers – B. Deltour – R. Casas Mateu – G. Della Ragione - C. Germain - A. Estève - C. Prost - A.
Jamet – S. Waselynck - I. Gianiel

Absents représentés : G. Riguidel excusé pouvoir à B. Conte Arranz - M. Litton excusé pouvoir à J.M
Malek - A. Conesa excusé pouvoir à F. Bertouy

Absent : B. Lledo

Monsieur le Maire rapporte :

Suite à la démission de Madame Anne-Marie Guilianelli de son mandat de conseillère municipale, il convient de procéder à son remplacement au sein de la commission municipale *Action Sociale* au sein de laquelle elle siégeait en vertu de la délibération n°2 du 2 juillet 2015.

Il est proposé la candidature de Monsieur Gilbert Della Ragione, issu de la liste « Ensemble pour Pérols », appelé à siéger au Conseil municipal suite à la démission de Madame Guilianelli.

Le groupe Réussir Pérols propose la candidature de Madame Cathy Prost

L'exposé de Monsieur le Maire entendu et après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide à l'unanimité de procéder à cette élection à main levée.

Madame Cathy Prost recueille 4 voix et Monsieur Gilbert Della Ragione recueille 24 voix.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par 24 voix :

- Elit Monsieur Gilbert Della Ragione membre de la Commission Action Sociale.
- Dit que la délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.2121-10 du code général des collectivités territoriales.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 23 février 2017

Le Maire

Jean-Pierre RICO

